

lares, après demain sur un autre plan, et j'estime que le désarroi, dans les masses s'approfondirait. Il est bien vrai que l'enjeu de la lutte de classes à cette étape ne peut pas être solutionné par la voie froide, que toutes les conditions sont rassemblées pour que la classe ouvrière engage le combat. Mais si le parti révolutionnaire, le P.C.I., n'agit pas dans le sens de l'exploitation des conditions pour le combat, il est possible que la défaite finale ait lieu après une série de défaites partielles. Rien n'indique le contraire.

Notre optimisme révolutionnaire, notre certitude de la possibilité de créer le Parti, repose sur une analyse générale qui nous fait penser que toutes les conditions sont rassemblées pour le combat de classe, que ces combats éclateront indépendamment de notre existence, mais une suite d'erreurs et de fautes de notre part, une incapacité de nous lier à la lutte de la classe ouvrière et le mouvement spontané au lieu de l'élargir, se limitera à une série de batailles partielles isolées.

Demain une victoire électorale du P.C.F. n'entraînera peut-être pas immédiatement un mouvement généralisé, mais alors trois mois pourront passer à un degré de plus dans la compréhension de la trahison du P.C.F.

« Comment, on vous a dégagés la voie, la coalition des partis bourgeois est défaite et vous continuez le tripartisme, la collaboration des classes? »

Qui ne peut comprendre le poids qu'aurait notre propagande pour la rupture de la coalition, pour un gouvernement des partis ouvriers appliquant un programme pour le peuple. Au contraire, une défaite électorale, basée sur un abstentionnisme massif de la classe ouvrière et des éléments petits-bourgeois accentuerait le désarroi, fournirait une base plus solide pour que le P.C.F. justifie sa collaboration au gouvernement. Est-ce à dire que toute perspective de combat serait bouchée? Pas du tout. Les conditions poussent les masses à combattre. Mais le devoir du P.C.I. est de travailler à élever le niveau de conscience des ouvriers. En nous isolant, car le boycott nous isolerait, notre Parti se couperait la possibilité d'exploiter la trahison du P.C.F. en partant des préoccupations réelles des masses.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'une série de défaites conjoncturelles peuvent aboutir à l'écrasement final. Et si l'opportunisme est un grave danger pour la construction du Parti, le sectarisme, basé sur l'isolement, sur la volonté de remplacer par un terrain idéal de lutte, ces conditions réelles du combat des masses en constitue un autre non négligeable. Le Parti a souffert de ces deux déviations.

RAPPELS SUR LE PASSE.

Il y a des périodes historiques où les révolutionnaires ne peuvent être qu'à contre-courant, où ils préparent les positions théoriques et pratiques de la Révolution Proletarienne, certains qu'ils sont, par le jeu des conditions objectives que les masses seront poussées à l'action. Aussi Trotsky rappelle qu'il n'était pas de « bon ton » de se proclamer bolchevik en 1914 dans les usines. Ainsi fin 1940, quand les masses étaient dans un état complet de prostration, les efforts du P.O.I. pour s'intégrer à tout prix dans le courant l'ont entraîné vers une politique opportuniste.

Mais dans la Résistance, après la guerre germano-russe, au moment où de larges « couches ont commencé à se rassembler, nous avons adopté une tactique fautive. Si nous sommes redressés par la suite, nous avons été cependant incapables de faire passer dans la vie ce redressement. Dans la résistance, il y avait le sentiment sain de l'antifascisme. Le rôle du P.C.I. était d'entrer dans les F.T.P., les C.P. et les milices patriotiques, d'intervenir dans l'action réelle des masses, pour développer notre politique de lutte de classes, pour dénoncer la trahison et la duperie de la collaboration des classes des partis ouvriers. L'opportunisme de la minorité ne résidait pas dans la volonté de s'intégrer dans le mouvement des masses, mais dans la politique qu'elle entendait y poursuivre; politique basée sur le caractère d'impérialisme « opprimé » qu'avait l'impérialisme français sous l'occupation.

Ainsi, isolés des masses, nous avons lancé les mots d'ordre du groupe ouvrier ou du groupe de front ouvrier, c'est-à-dire qu'à la lutte réelle des masses nous avons opposé une politique et une forme d'organisation idéale, mais qui ne pouvait acquérir aucune portée. Ce qu'il fallait comprendre, c'est que du fait de notre faiblesse, nous ne pouvions choisir notre propre terrain de bataille. Nous devions comprendre que le terrain de bataille de la classe ouvrière était forgé indépendamment de nous par la politique conjuguée de la bourgeoisie et des partis ouvriers traîtres. Le P.C.I. devait choisir le terrain tel qu'il était, les masses telles qu'elles étaient, sans phrases, et exprimer ce qu'il y avait de sain, de révolutionnaire dans leurs réactions chauvines, antiboches. Comment ne peut-on comprendre les leçons de ce passé?

L'OPPORTUNISME A LA LUMIERE DE LA VERITE.

Je voudrais montrer rapidement, pour terminer, comment la Vérité, avec des phrases radicales, exprime dans le fond une politique opportuniste.

Dans l'article *Le M.R.P. abandonne la Constitution*, ce qu'on examine c'est uniquement l'aspect parlementaire. 5.000 caractères pour expliquer à la classe ouvrière que le « soir même, le Comité directeur du M.R.P., le 15 avril » et tout sur le même ton. Puis ce sont les conseils et les lamentations. « Il serait absurde... », et enfin le radicalisme: « La seule manière de souder le bloc socialiste-communiste, c'est de rompre la coalition, c'est de mobiliser, c'est..., etc. ». Qui? Comment? Pourquoi?

En réalité, nous devons expliquer que c'est sur le terrain de l'action de classe que les ouvriers peuvent faire échec à la politique de la bourgeoisie, politique renforcée par le tripartisme et la collaboration de classe.

Nous devons formuler ainsi notre politique:

Le M.R.P. sur le plan parlementaire rompt la coalition, engage l'offensive contre les partis ouvriers. Comment, sept mois après la victoire électorale d'octobre, ce fait est-il possible et concevable? Le 21 octobre les partis ouvriers avaient la majorité au Parlement, dans le pays, et ils ont accepté de collaborer au gouvernement avec les agents des trusts du M.R.P. Dans tous les domaines, ils ont capitulé: sur les salaires, sur les nationalisations, sur la Constitution qui constitue la charte de la capitulation. Mais la bourgeoisie veut aller encore plus loin, elle veut faire aux élections une épreuve de force et, sur la base d'une victoire, créer les conditions d'un regroupement plus ferme et plus solide en vue de son offensive future. Le problème n'est plus la Constitution élaborée par le tripartisme, mais une épreuve de force entre elle et les partis ouvriers.

Nous, Parti Communiste Internationaliste, nous dénonçons la Constitution présentée au référendum;

Nous dénonçons la politique du P.C.F.: « produire »;

Nous dénonçons le caractère même du referendum, mais dans cette lutte nous sommes aux côtés de la classe ouvrière, face à l'offensive de la bourgeoisie.

OUI, pour la rupture de la coalition.

OUI, pour chasser le M.R.P.

Mais ce oui, c'est le oui contre le patronat!

C'est le oui à la lutte pour les salaires, pour le ravitaillement, contre le blocage des salaires et le salaire au rendement!

C'est le oui pour l'échelle mobile!

C'est-à-dire notre lutte à l'usine, dans les champs, contre le patronat, avec les formes appropriées (grèves, contrôle ouvrier, etc.).

OUI pour voter pour les candidats trotskystes au 2 juin.